

OFFENSIVE ISRAËLIENNE DE GRANDE ENVERGURE AU SUD-LIBAN

Le massacre continue

**Lire en pages 2, 3 et 4****TERRORISME****Cinq militaires blessés à Bouira**

C'est au tour du lieutenant Sellal, entre Kadiria et Aomar, d'être la cible d'une série d'attentats à la bombe. Ces bombes ont été actionnées à distance. Le bilan fait état de cinq militaires et un garde communal blessés. Tous les six ont été évacués vers l'hôpital de Lakhdaria. Aucun, selon nos sources, ne présente de blessures graves. Ce qui, en revanche, inquiète, ce sont les capacités de nuisance qui semblent demeurer intactes des terroristes alors que l'on ne cesse de prôner les vertus d'une politique de réconciliation nationale et de minimiser l'importance des groupes de criminels qui activent encore au maquis. (Suite page 6) *Ali D.*

ALGÉRIE TÉLÉCOM**Les travailleurs se solidarisent avec leur PDG**

Suite à l'incarcération de Brahim Ouarets, PDG d'Algérie Télécom, à la prison d'El Harrach, une journée de protestation a été observée, hier, par les travailleurs d'AT au niveau de la direction générale de l'entreprise ainsi qu'aux différentes agences commerciales (Actel) à travers la wilaya d'Alger. «C'est une journée de protestation et de mobilisation, organisée suite à l'emprisonnement du PDG. C'est aussi un appel lancé au président de la République, qui est le premier magistrat du pays, pour libérer ce haut cadre considéré par les travailleurs de l'entreprise comme étant honnête et intègre», a déclaré M. Mahmoudi, secrétaire général de la section syndicale au niveau de la direction générale d'AT. (Suite page 6) *Lamine B.*

ÉTÉ 2006**CHASSÉ-CROISÉ DES TOURISTES AOÛTIENS**

Le port d'Oran vit un ballet marin incessant des touristes émigrés dans un chassé-croisé aoûtien entre bateau en partance et navire en provenance.

Pp. 19, 20, 22 et 23**ENQUÊTE****LIVRÉ À LA PRÉDATION ET À LA CLOCHARDISATION**

LE FORT GOURAYA RÉCLAME JUSTICE

- Le lieu, destination favorite de milliers de visiteurs, est livré aux parasites et à la clochardisation
- Le classement du site tarde à venir.

Béjaïa
De notre bureau

Le fort Gouraya qui, dans l'entendement commun, se confond avec le marabout de la sainte patronne de la ville de Béjaïa, est livré à la prédation et à la clochardisation. Le phénomène est d'autant plus voyant en

ces moments où la ville se retrouve la destination de plusieurs milliers de visiteurs qui confluent majoritairement, voire inévitablement, vers ce repère premier de la cité qui, comble du paradoxe, attend toujours la procédure de classement comme patrimoine national. (Suite page 7) *Mourad Slimani*



LIVRÉ À LA PRÉDATION ET À LA CLOCHARDISATION

Le fort Gouraya réclame justice

Suite de la page 1

Les longues décennies d'abandon l'ont déjà fortement déprécié et seule l'évocation vaporeuse de la sainte continue encore à forcer l'indulgence du regard chez ceux nombreux qui perpétuent sinon le rite du pèlerinage, du moins l'ascension qui les mène assouvir leur curiosité ou simplement profiter de la vue imprenable qu'offre le site juché sur le point le plus haut du mont Gouraya, à quelque 672 m d'altitude, sur la ville qui étale ses pénates en dessous, quelques mètres seulement au-dessus du niveau de la mer.

Les dons et oboles déposés, en espèces ou en nature, sur les lieux par les visiteurs, pas nécessairement par inclination au rituel de la *ouâda*, parce que devenant plus conséquents en ce moment de grandes affluences, aiguissent des grémis et attirent les convoitises de personnes grimpées *oukils* ou intermédiaire inspirés entre le profane et l'esprit de la sainte patronne. Le mal fait ne se limite malheureusement pas aux séquences officielles de la duperie, mais déborde depuis peu, pour carrément mettre les lieux historiques aux centres d'enjeux qui peuvent coïteler des dégradations irréversibles. Pour ainsi déloger un concurrent, parmi la faune des pseudo-élus à faire le commerce en détail de la baraka, l'on n'hésite pas ainsi à détruire sa « niche » ou ce qui tient lieu de périmètre d'activité, sans s'encombrer du moindre souci pour l'intégrité déjà très entamée du site. Un site que toutes les insti-

tutions revendiquent, mais qu'aucune en fin de compte ne prend la responsabilité de préserver pour des histoires alambiquées de textes juridiques.

La dernière trouvaille revient à l'APC de Béjaïa dont le premier responsable, moyennant un document pour le moins curieux autorise une habitude des lieux qui y officie comme légataire de certains dons spirituels de la sainte à « *entretenir bénévolement le fort* ».

LES AUTORITÉS DÉMISSIONNAIRES

De quoi ulcérer la direction du Parc nationale de Gouraya (PNG), qui a signifié une opposition ferme à la démarche. « *Le fort Gouraya, qui est un monument historique devenu le symbole de notre région, ne peut être confié à une personne physique pour assurer son entretien* », avait simplement répondu la direction du PNG, s'obligeant à souligner une évidence élémentaire qui semble ne pas être à la portée de la collectivité locale. Les rédacteurs de la réponse ont cru bon, par ailleurs, rappeler la mauvaise expérience vécue avec une association, dont la dénomination se donne l'ambition de préserver et de promouvoir le patrimoine culturel de la région.

L'association est, en effet, un autre acteur au rôle ambigu qui vient brouiller encore plus la situation. La relation entre les deux parties restent sur un contentieux qui a vu la direction du PNG interdire un accès à l'association qui a engagé des travaux de réfection sur le site sans autorisation et sans égard à la nature historique du fort en introduisant des matériaux de construction sortis de la briqueterie d'à côté. Chose que démentent formellement les représentants de l'association, en rappelant que la justice a déboulé le plaingnant sur l'affaire. La situation de non man's land juridique du site a même autorisé les membres de l'association à tendre une tirelire aux nombreuses bonnes volontés que l'ascension mène sur les lieux pour les besoins de restauration du fort. Une collecte de fonds en somme qui, jusqu'à preuve du contraire, est soumise à une réglementation stricte. Enfin, il a rappelé la mesure prise par les précédents staffs communaux de fermer le fort, via un arrêté qui n'a pas été annulé officiellement jusqu'à ce jour et d'entreprendre une opération de restauration qui met à contribution la municipalité, la circonscription archéologique et un bureau d'études spécialisé. « *Suite à cela, nous nous sommes retrouvés seuls à gérer les charlatans qui exerçaient leur activité sur place sans toutefois donner une suite concrète au contenu de l'arrêté municipal en question* », note avec amertume le directeur du PNG.

IMPUISSEANCE

Sur le sujet, les responsables de la circonscription archéologique n'ont d'autres pouvoirs que de laisser échapper des mots d'affliction tant tout élan d'intervention reste ligoté par des anachronismes juridiques qui condamnent l'institution à



PHOTO: EL WATAN

l'impuissance. Au demeurant, l'on apprendra que la circonscription, dont le staff est réduit à faire le guide pour les visiteurs sporadiques du musée Bordj Moussa, n'a plus que deux mois à vivre avant de se transformer en segment dépendant de la direction de la culture. « *Le sort auquel est livré le fort Gouraya nous scandalise et il est difficile de comprendre les renoncements qui maintiennent le site hors classement, comme bien d'autres sites d'ailleurs* », lâche M. Righi, responsable de la circonscription. En sus du fort Gouraya, les forts Lemercier, la Tour Doriac, le fort Sidi Abdelkader... autant de jalons dans le circuit culturel et touristique local dont foisonnent les prospectus et dépliant fringants des institutions ne sont pas classés. L'on apprendra qu'un effort de reprise en main a été engagé en 2000 avec la participation des acteurs locaux concernés. La direction de la culture devait même, via une commission de classement locale, transmettre un dossier sur la question au niveau du ministère de tutelle. Un dossier trop maigre pour déclencher la procédure escomptée, révèle des insidérations.

Le directeur par intérim de la direction de la culture au niveau de la wilaya (l'administration est sans responsable depuis une année), qui avoue ne pas être au courant de l'autorisation délivrée par l'APC, nous apprend quant à lui que l'étude engagée vient de s'achever cette année et comprend des aspects liés à l'exploitation du site sur le plan touristique. D'ici à ce que le projet soit retenu par les plans de développement sectoriels, puisque c'est le circuit de financement prévu pour le projet... ce qui n'est pas nécessairement acquis - bien des pans de murs se seront encore écroulés au fort et de nouveaux esclandres auront terni l'image d'une destination emblématique de l'ancienne capitale des Hammadites qui est bien en position de quérir la *âdanya* (protection) de la sainte patronne pour reposer les assauts des *bâisseurs de ruines*, pour reprendre le mot d'un poète, et cesser d'être gérée comme un vulgaire parking gardé.

M. S.

PRÈS D'UN SIÈCLE D'ABANDON

Le travail effectué par l'architecte Malek Ait Hamouda comble beaucoup de blanc dans l'histoire du fort Gouraya. L'homme, qui attribue la construction de la citadelle à l'armée coloniale française, soutient que les lieux ont cessé d'être occupés dès 1849, mais son entretien a été assuré jusqu'en 1930, date à laquelle il fut complètement abandonné.

La présence des unités militaires françaises n'a pas empêché le rituel du pèlerinage, antérieur à la construction du fort, de s'effectuer à partir de 1850 jusqu'au déclenchement de la guerre de libération en 1954. Suivant une longue tradition, les clés de la citadelle, confondues avec le marabout de la sainte Yemma Gouraya, ont été confiées à une famille de Béjaïa, légataire consensuels des prérogatives d'oukil, chargé de la perception des offrandes et de l'entretien du marabout ou maqam. Les premières formes du pillage, soutient encore notre interlocuteur, ont commencé à l'indépendance aggravant des dégradations déjà survenues auparavant. N'échappèrent au pillage qu'un ancien magasin de poudre parce que ayant été confondu avec la Koumba de la sainte et un four à pain, qu'aujourd'hui encore constitue le cœur du site et reçoit le gros des visiteurs. Un pan de l'édifice qui, par ailleurs, avait le précieux avantage de posséder une porte plus ou moins intacte et une clef pour être fermée. Depuis, des oukils à l'engagement, et à la conviction ingélate, ont eu à revendiquer le privilège d'avoir vu Yemma Gouraya en rêve et d'en avoir reçu la mission de veiller sur le monument. La lignée, constituée d'à peine quelques maillons, est quelque peu rompue à partir des années 1980, où des conflits sordides ont commencé à prendre formes, dont beaucoup ont nécessité l'intervention de la gendarmerie. L'apparition d'une association, qui s'est donnée pour ambition de sauvegarder et de réhabiliter le fort, semble avoir beaucoup plus compliqué la situation, malgré quelques efforts louables entrepris pour réparer et consolider des parties qui menaçaient ruine. Une chronologie qui est, en somme, trahie par le creux, la démission historique des institutions locales et nationales. Aujourd'hui, le site renferme un danger réel sur les visiteurs avec des pans de murs menaçant de s'écrouler.

M. S.

«C'est la faute aux autorités !»

Djamel Ould Ali, secrétaire général de l'association pour la Sauvegarde et la promotion du patrimoine culturel de Béjaïa, dément que son association tienne en ce moment une caisse au fort pour recueillir les dons des visiteurs. La caisse existe pourtant bel et bien et porte mention l'attribuant à l'association. « *A moins que des gens utilisant le nom de l'association pour récolter de l'argent...* », lâche-t-il, en affirmant qu'aucun sous n'a été en tout cas transmis à la caisse courante de l'association. « *Nous avons certes tenu une boîte dans le temps, pour avoir de quoi financer quelques travaux que nous avons effectués sur place et payer les permanents que l'association, moyennant convention avec l'APC en 2002, avait placés sur les lieux*... Une formule curieuse tout de même. Des membres de l'association échapperaient-ils au contrôle ? « *Possible* », répond notre interlocuteur en soutenant n'avoir pas remis le pied au fort depuis deux mois par crainte d'être « *agressés* ». « *Parce que nous voulons mettre fin aux pratiques occultes dans l'enceinte, nous nous sommes fait des ennemis, qui ne lésinent pas sur la vindicte* ». Le secrétaire général soutient que l'engagement de l'association, qui « *a bénéficié d'aucune subvention depuis sa création en 1995* », a permis la réhabilitation de la citerne ancienne (également appelé le puits) et quelques autres travaux destinés à l'hygiène des lieux. Un effort contrarié, se plaint-il encore, par les ruades systématiques des « *charlatans* » qui voyaient en l'action de l'association un danger pour leur commerce. « *Des dizaines de plaintes ont été déposées contre des personnes bien déterminées, dont l'une a été même prise en photo en flagrant délit de destruction sur les parois de la citerne. De même pour le feu qui a ciblé un local que nous avons aménagé en bureau sur le site. Aucune suite jusqu'à présent*... Une guerre ouverte en somme. Enfin, l'association rejette la responsabilité de l'affreux micmac qui caractérise la situation au fort Gouraya sur les autorités. « *Aucun responsable au niveau des institutions locales ne peut dire qu'il ne savait pas. Nous les avons tous alertés et depuis des années, souvent au risque d'avoir affaire aux agressions physiques des charlatans* », tempête M. Ould Ali.

M. S.

Projets contrariés

La mise en valeur du fort et des autres attractions, qui forment son environnement, au-delà des soucis liés à leur classement et à leur vocation, reste, entre autres, coincée dans des considérations relatives à la nature des investissements à mettre en place dans le Parc national de Gouraya. Les « *puristes* », ou ceux qui se présentent comme tels, arc-boutés sur les principes rigides de la préservation de la nature, ne veulent pas entendre parler de structures touristiques dans le parc et surtout pas de ce téléphérique qui, en 1998, avait été évoqué pour relier la ville à la montagne, malgré l'accord accordé par le PNG. L'association pour la sauvegarde et la promotion du patrimoine culturel de Béjaïa s'enorgueillit d'avoir mené campagne contre non seulement le projet mais aussi son principe. L'aire protégée, qui forme un prolongement naturel au territoire urbain, abrite aujourd'hui quelques bicoques improvisées qui offrent des gaufrettes et des cigarettes aux visiteurs, avec comme attraction des toboggans rouillés pour enfants à vous lézarder les flancs. Le transport sur les lieux est, quant à lui, disponible au petit bonheur la chance puisque aucune ligne régulière ou saisonnière n'est assurée sur la destination. Un débat fastidieux et biaisé touche également les moyens d'assainir et de préserver le site du fort Gouraya. La tâche passe-t-elle par l'exclusion de la dimension mystique des lieux ? l'option qui paraît pour le moins légère, compte tenu de l'ancrage profond du mythe de Yemma Gouraya dans la mémoire collective, est celle de certains acteurs qui ne veulent promouvoir de la destination que ses aspects touristiques en catalogant le reste dans le registre des pratiques occultes. D'autres repères mythiques de la région donnent pourtant la preuve que la perpétuation de la longue tradition spirituelle n'est pas antinomique avec l'intégration des aspects « *seculariers* ». A moins que les enjeux soient ailleurs et qu'ils se déclinent en termes d'intérêt.

M. S.

Yemma Gouraya, personnage historique ?

La superposition des symboles et constituants identitaires de nombreux monuments de la ville de Béjaïa est telle que les contradictions frappent toutes les données recueillies sur le sujet jusqu'ici. Il est vrai également que les travaux effectués sur le propos ont souvent manqué de souffle ou de profondeur et ne se sont que très rarement donné l'objectif et les moyens de tirer un maximum de certitudes. Tout ou presque reste donc à explorer.

Le jeune architecte Malek Ait Hamouda, qui est à Béjaïa depuis quelques mois pour une thèse sur le fort Gouraya, défend convaincu que le retraceur militaire, point de vigie stratégique, n'est pas espagnol comme il a été dit et soutenu jusqu'à présent. « *Des preuves matérielles existent et attestent l'origine française de la construction* », affirme M. Ait Hamouda. Sur un autre plan, et là le jeune architecte introduit un élément inédit dans le sujet, une série de constatations convergent à accréditer la thèse selon laquelle Yemma Gouraya a bel et bien existé. « *Ce serait une femme qui a participé activement à la résistance contre l'invasion espagnole au XVI^e siècle* », soutient-il. L'existence de ce qui paraît bien être un tombeau et une koumba sont des éléments évoqués pour soutenir la thèse. La légende touffue de Yemma Gouraya, rapportée par des versions diverses, allant de l'inspiré aux plus débridés, reste une grande énigme. L'existence d'un personnage réel, auteur de faits historiques plus ou moins précis, aurait théoriquement orienté l'imaginaire collectif vers des récits consensuels, comme c'est le cas pour les saints patrons d'autres régions du pays. Les ruptures nombreuses dans les chaînes de transmissions entre les époques et les générations peuvent peut-être expliquer, en partie seulement, la profusion des variantes qui continue à conférer à la sainte l'aura qu'est la sienne. L'architecte enthousiaste, promet de faire connaître les détails de ses « *découvertes* », lors d'une exposition programmée durant le mois de septembre prochain.

Mourad S.